



□ Dulcie September - 75010 Paris

## Dulcie September



En 1986, le régime d'apartheid en Afrique du Sud est frappé d'un boycott international que la France détourne par des livraisons indirectes de charbon, de pétrole (via l'Iran), d'armes et de matériel nucléaire - trafic entretenu tant par la droite que la gauche -. Dulcie September, représentante de l'ANC en France, fait savoir à ses correspondants qu'elle a des informations importantes à ce sujet et qu'elle se sent menacée. Alors que le représentant de l'ANC à Bruxelles a été assassiné, le ministère de l'Intérieur refuse à Dulcie September une protection policière. Il se trouve qu'un chargé de mission du ministre de l'Intérieur Charles Pasqua, un ancien de l'OAS, est le rédacteur en chef de l'organe du lobby français pro-apartheid.

Fin 1987, un chantier de ravalement s'installe devant l'immeuble. Un des ouvriers, Stéphane, vient souvent bavarder de l'ANC avec Dulcie. Le

29 mars 1988, ce Stéphane et un autre ouvrier un peu spécial, Daniel, sont seuls sur le chantier. Dulcie September est assassinée de cinq balles.. L'enquête s'enlise rapidement. La presse privilégie la thèse du crime commis par un commando sud-africain. L'ouvrier Daniel est parti pour la Suisse. Une journaliste hollandaise, Evelyn Groeninck, vient enquêter à Paris mais on lui fait comprendre que son intérêt est de rentrer chez elle.

Implication de la France : Il semble, d'après ce que cette journaliste a publié, que l'assassinat aurait été commis par un mercenaire, ancien de la Légion étrangère venu des Comores, adjoint de Bob Denard. Il aurait été commandité par un service sud-africain en lien avec la DGSE. La France aurait eu intérêt à la disparition de Dulcie September, probablement pour éviter des révélations sur le contournement du boycott du régime de l'apartheid décidé par l'ONU